

Policy Studies in Canada: The State of the Art sous la direction
de Laurent Dobuzinskis, Michael Howlett et David Laycock,
Toronto, University of Toronto Press, 1996, 440 p.

François Pétry

Volume 16, numéro 1, 1997

Prismes nationaux de la francophonie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040061ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040061ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pétry, F. (1997). Compte rendu de [*Policy Studies in Canada: The State of the Art* sous la direction de Laurent Dobuzinskis, Michael Howlett et David Laycock, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 440 p.] *Politique et Sociétés*, 16(1), 175–178. <https://doi.org/10.7202/040061ar>

Policy Studies in Canada: The State of the Art

sous la direction de Laurent Dobuzinkis, Michael Howlett et David Laycock, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 440 p.

Ce collectif dresse un portrait de l'étude des politiques publiques telle qu'elle est pratiquée au Canada à l'heure actuelle et s'interroge sur l'évolution future de la discipline. L'ouvrage réunit dix-huit essais, pour la plupart originaux et signés par des politologues de renom.

Une précision de terminologie s'impose pour commencer. Comme l'indique son titre, l'ouvrage concerne avant tout les *policy studies*. Ce terme, difficilement traduisible, désigne un champ d'études très précis, soit la recherche académique portant sur les déterminants des politiques, champ peuplé presque exclusivement de politologues. Il se distingue des deux champs connexes que sont l'analyse des politiques (ou évaluation de programmes) et le management public (anciennement administration publique), ces derniers regroupant des politologues et des experts en provenance de disciplines variées (économique, recherche opérationnelle, administration) intéressés par les aspects concrets des politiques plutôt que par la théorie.

L'étude des politiques publiques a connu une forte croissance durant les trente dernières années, au point de devenir un champ à part entière de la science politique, au même titre que les relations internationales ou les idées politiques. La prolifération récente de manuels, la publication de deux revues scientifiques, ou encore le succès de la série *How Ottawa Spends* témoignent de l'importance de ce champ dans la discipline. C'est un truisme de dire que l'étude des politiques publiques reflète le monde qu'elle analyse. La croissance de ce champ d'études a correspondu en partie avec la période de croissance de l'État-providence. Mais on constate aujourd'hui que la

croissance de l'État est un phénomène réversible. Face à la crise de l'État-providence et au désengagement des gouvernements, on est en droit de s'interroger sur ce que réserve l'avenir à l'étude des politiques publiques. Le moment semble donc propice pour faire le point et évaluer les forces et les faiblesses de ce champ d'études.

La première section de l'ouvrage retrace les origines et l'évolution de l'étude des politiques publiques en tant que discipline de recherche au Canada et identifie les principales forces qui ont influencé cette évolution. Deux articles signés par Bruce Doern et Richard Phidd, portent sur les transformations récentes dans la discipline en ce qui a trait aux les phénomènes étudiés (croissance de l'État, économie politique, crise fiscale de l'État) et les approches utilisées (néo-marxisme, néo-institutionnalisme, *public choice*, post-modernisme), mais aussi sur la spécialisation croissante entre les trois champs d'études que sont les *policy studies*, le management public et l'évaluation de programmes.

Deux articles consacrés aux courants de pensée ayant particulièrement influencé l'étude des politiques publiques au Canada complètent cette première section. Dans son analyse de l'impact de l'économie politique, Stephen McBride constate que l'économie politique a fortement influencé certains chercheurs canadiens, mais elle n'a eu qu'une influence négligeable sur les politiques. La recherche en politiques publiques a aussi été fortement influencée par le pluralisme. Contrairement à l'économie politique, où l'influence originale des chercheurs canadiens est indéniable, les idées pluralistes ont été, pour la plupart, importées des États-Unis. Il était donc à craindre que ces idées soient artificiellement plaquées à la réalité canadienne. Mais, comme le remarque Paul Pross, les chercheurs canadiens dans la tradition pluraliste ont su se démarquer de leurs confrères américains.

La deuxième section de l'ouvrage aborde les deux autres champs de l'étude des politiques publiques, c'est à dire l'analyse des politiques (plus précisément l'évaluation de programmes) et l'administration publique, et ce, dans leur double aspect de disciplines académiques, mais surtout d'activités professionnelles. Deux essais originaux, écrits par Stephen Brooks et Laurent Dobuzinskis, évaluent, de façon plutôt critique, l'impact sur les décisions gouvernementales des activités d'analyse des politiques faites par les experts professionnels. Ces deux auteurs sont d'accord pour constater le manque d'originalité des analystes professionnels, qui se contentent souvent de reprendre les concepts et théories développés dans les milieux académiques, mais en les aseptisant. Donald Savoie déplore quant à lui le déclin relatif de l'administration

publique en tant que discipline académique et plaide pour qu'on en maintienne l'enseignement et la recherche dans les universités canadiennes. La lecture de ces trois chapitres confirme la cassure de la discipline entre recherche académique et expertise professionnelle. Cette cassure est probablement moins marquée au Canada qu'elle ne l'est aux États-Unis (et probablement moins marquée au Québec qu'elle ne l'est au Canada anglophone), mais la séparation est probablement plus nette maintenant qu'elle ne l'était il y a trente ans. En outre, il est fort probable qu'elle ira en grandissant.

La troisième section, la plus volumineuse de l'ouvrage, présente les approches méthodologiques qui sont le plus souvent utilisées par les spécialistes canadiens de l'analyse des politiques: le *public choice*, l'approche des réseaux, le post-modernisme et l'approche comparative. Deux essais par Mark Sproule-Jones et Réjean Landry insistent sur l'importance des institutions dans l'application de la théorie du *public choice* à l'analyse des politiques. Si la théorie du *public choice* n'a pas attiré l'intérêt de nombreux politologues canadiens, il en va différemment pour l'approche des réseaux —les *policy community approach*— qui connaît une certaine vogue au Canada. Deux articles, l'un par Michael Atkinson et William Coleman et l'autre par Evert Lindquist, exposent les raisons du succès relatif de cette approche et font preuve d'optimisme quant à son rôle futur dans les études de politiques publiques au Canada. Peut-on être aussi optimiste en ce qui concerne la perspective post-moderne? On peut en douter, en dépit des arguments favorables, mais pas toujours convaincants, présentés par Susan Phillips et Douglas Torgerson. Pour conclure cette section, trois essais particulièrement intéressants par Colin Bennet, Carolyn Tuohy et Mildred Schwartz font le point sur l'approche comparative et évaluent son potentiel pour l'étude des politiques publiques.

Dans la dernière section, Leslie Pal présente les grandes lignes de force de l'étude des politiques publiques dans l'environnement canadien, alors que Richard Simeon s'interroge sur le devenir de la discipline.

Le collectif dresse un portrait assez complet et nuancé des activités et enjeux liés à l'étude des politiques publiques en tant que discipline académique au Canada. L'objectif de l'ouvrage était à la fois descriptif et analytique et les directeurs de l'ouvrage ont bien su réaliser un équilibre entre ces deux objectifs. Ils ont aussi su faire preuve d'éclectisme dans le choix des collaborateurs. Cet éclectisme est à la mesure de la diversité des enjeux et des approches qui

caractérisent l'étude des politiques publiques. On regrette toutefois l'absence de contribution québécoise dans le collectif, ainsi que le manque de référence aux grands travaux de politologues américains et européens en matière de politiques publiques.

François Pétry
Université Laval